

# **MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**



Ecole Nationale du Génie de l'Eau  
et de l'Environnement de Strasbourg  
1, quai Koch  
67000 STRASBOURG

## **Acquisition de Bancs Hydrauliques**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du contrat**

La présente consultation concerne la fourniture, la livraison et l'installation d'un ou plusieurs bancs hydrauliques pour le compte de l'ENGEEES (Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg) à l'INSA (Institut National des Sciences Appliquées) de Strasbourg.

L'ensemble des prestations attendues est décrit dans le cadre du CCTP.

Lieu d'exécution :  
INSA de Strasbourg  
24 Boulevard de la Victoire  
67084 STRASBOURG Cedex

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Il s'agit d'un marché ordinaire. Il est décomposé en lots :

- Lot 1 : Grand canal HSL
- Lot 2 : Petit canal HSL
- Lot 3 : Coup de béliet de masse
- Lot 4 : Coup de béliet d'onde
- Lot 5 : Pompes en parallèle et série

## **1.3 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la Commande Publique.

# **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- L'annexe financière (remis par le candidat)
- Le mémoire technique et ses éventuelles annexes (remis par le candidat)

# **3 - Critères de sélection des offres**

Critère 1 : prix, pondération 50%

Critère 2 : valeur technique de l'offre, pondération 30%

Critère 3 : délai de livraison, pondération 20%

# **4 - Date limite de réception des offres**

**Le 2 juin 2021 à minuit**

## **5 - Délai de livraison**

Les bancs hydrauliques devront être livrés et installés à l'INSA de Strasbourg au plus tard le **30 Novembre 2021**.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix forfaitaire par lot selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le candidat devra remettre une annexe financière afin qu'apparaisse le détail de l'offre.

L'offre de base devra prévoir : le conditionnement pour le transport, le transport et la livraison, le déchargement, l'installation et la mise en service sur le site de l'INSA. Elle comprendra également une notice de démarrage, de fonctionnement et d'arrêt des installations.

### **6.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes. Ils incluent l'ensemble des prestations précitées (livraison, transport, déchargement et installation).

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG FCS.

### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. L'utilisation de cette plateforme est simple, gratuite et acceptée par toutes les collectivités publiques. Pour s'en servir, il vous suffit de créer un compte et de vous munir du SIRET de l'ENGEES, ainsi que du numéro d'engagement qui vous aura été communiquée pour déposer vos factures électroniques.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
  - le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
  - le cas échéant, le numéro de SIRET ;
  - le numéro du compte bancaire ou postal ;
  - le numéro du marché ;
  - le numéro du bon de commande ;
  - la désignation de l'organisme débiteur ;
  - la date d'exécution des prestations ;
  
  - le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
  
  - tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
  - les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  - le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
  - la date de facturation ;
  
  - en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
  
  - en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
  
  - le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de dépôt de la facture sous le portail Chorus Pro.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9 - Conditions et constatations de l'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations des documents de consultation et notamment du CCTP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Adresse de livraison :

INSA STRASBOURG  
24 BOULEVARD DE LA VICTOIRE  
67084 STRASBOURG CEDEX

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

- (a) Le fournisseur assurera le conditionnement et le transport de l'équipement jusqu'à son emplacement final au sein de l'INSA de Strasbourg.
- (b) L'assurance afférente au point précédent sera à la charge du fournisseur.
- (c) Le fournisseur s'engage à réaliser la mise en route du système complet ainsi que l'installation des logiciels dans les locaux de l'INSA Strasbourg.

#### Assistance technique:

Le fournisseur indiquera les interlocuteurs à contacter pour les questions d'assistance technique et de maintenance.

#### Vérification :

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

#### Décision après vérification :

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

## **10 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 500,00 €. Ces pénalités commencent à courir dès la constatation du manquement.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

## **11 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

## **12 - Résiliation du contrat**

### **12.1 - Conditions de résiliation du contrat**

Les conditions de résiliation du contrat sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du contrat pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du code de la Commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

## **12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du contrat. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **13 - Règlement des litiges et langues**

Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 Avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **14 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services